

que c'est pour la liberté du peuple, alors que le gouvernement français soutient ceux qui piétinent les droits des peuples en Palestine, en Afrique et dans le monde entier.

Et pourtant, la quasi-totalité des eurodéputés français, y compris ceux de « gauche » (PS et LFI) ont voté au Parlement européen pour financer la guerre qui a déjà fait près d'un million de victimes et qui ravage l'Ukraine.

Et cela à de nombreuses reprises : 1^{er} mars, 7 avril, 6 octobre 2022, 2 février, 16 février 2023... jusqu'au dernier vote en date, le 27 février 2024 qui attribue 50 milliards d'euros de « soutien » militaire et financier à l'Ukraine. Il faut être clair : nul ne peut prétendre combattre pour la paix et voter les crédits de guerre.

À la marche à la guerre, nous opposons : pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre qui oppose les oligarques mafieux et les capitalistes occidentaux ! Il faut réquisitionner les milliards de la guerre et les mettre au service des besoins de la population : les écoles, les hôpitaux, les salaires et des mesures nécessaires à une véritable défense de l'environnement.

POUR LA LIBERTÉ !

Un gouvernement des travailleurs et de la démocratie

Macron et son gouvernement ont engagé une vraie guerre sociale. Il y a un an, nous étions des millions à manifester sur le mot d'ordre « Macron, démission ! » Aujourd'hui, le gouvernement appelle à la « trêve olympique », à arrêter les grèves et les revendications.

Macron menace les syndicats. Quand il n'obtient pas de leurs dirigeants qu'ils lui obéissent, il réprime, réquisitionne les grévistes ou fait convoquer les militants par les policiers ou devant les juges. Pour ce faire, il utilise tous les outils antidémocratiques des institutions et de la Constitution autoritaire de la V^e République.

Quant à l'Union européenne, elle est entièrement soumise à des traités en faveur des marchés financiers et des privatisations. Dans son prétendu « Parlement », les eurodéputés n'ont même pas le droit de déposer une loi, mais seulement de se prononcer pour ou contre des textes écrits par une Commission européenne qui n'est élue par personne. L'Union européenne et ses traités, ce n'est pas la démocratie, ni la paix ni la fraternité entre les peuples. C'est la dictature des marchés financiers.

**À la « trêve » de Macron, nous opposons : les travailleurs ont raison de revendiquer !
Aux institutions antidémocratiques de la V^e République et de l'Union européenne, nous opposons :
il faut en finir avec le pouvoir minoritaire dans le pays et établir une authentique démocratie,
dans le pays et en Europe, avec la convocation d'une Assemblée constituante souveraine.**

Nous ne cachons pas notre objectif :
le gouvernement des travailleurs et de la démocratie,
« pour le pain, la paix, la liberté ».

Quel gouvernement aura le courage de décréter les mesures d'urgence qui s'imposent ? Celui qui ne craindra pas les multinationales, ni la rupture avec les capitalistes, ni d'en finir avec ces institutions, ni de donner tout le pouvoir au peuple travailleur.

À celles et ceux qui partagent cette perspective, nous proposons de construire avec nous le Parti des travailleurs.

Prenez le parti des travailleurs ! Rejoignez-nous !

PARTI DES TRAVAILLEURS

contact@parti-des-travailleurs.fr

